

SUITE DE LA 3<sup>e</sup> PAGE.

## LOI No 286

Projet de loi de la Chambre No 80

## LOI

Imposant une taxe-licence sur certains marchands de chevaux et de moutons dans l'Etat.

Section 1. Il est décreté par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Qu'il sera illégal pour toute personne comme maire de troquer, bargnouer ou faire échange de chevaux ou moutons dans l'Etat, sans avoir préalablement payer une taxe-licence annuelle de cent dollars (\$100) dans chaque paroisse dans laquelle ladite personne est engagée dans ses œuvres d'affaires, pour que cette taxe-licence soit appliquée à tout marchand de chevaux ou de moutons, excepté ceux qui voyageaient le pays, apportant leurs installations de vente, ou qui étaient le long des chemins ou sur des places publiques.

Sec. 2. Il est, en outre, décreté, etc. Que toute personne violant la section 1 de cette loi sera considérée coupable d'un méfait, et sa culpabilité établie, sera condamnée à une amende de pas moins de cinquante dollars (\$50) ni de plus de deux cents dollars (\$200), ou sera emprisonnée pendant pas moins de trente jours (30) et pas plus de quatre-vingt-dix jours (90), ou subira les deux amendes et emprisonnement, à la discrétion du juge; la violation de cette loi chaque jour constitueras une offense séparée.

Sec. 3. Il est, en outre, décreté, etc. Que ladite licence prévue par cette loi sera perçue par le collecteur de taxes de l'Etat de la même manière que les autres taxes-licences sont collectées.

Sec. 4. Il est, en outre, décreté, etc. Que cette loi prendra effet à partir de sa promulgation.

H. G. DUPRE,  
Orateur de la Chambre des Représentants.P. M. LAMBREMONT,  
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvée le 7 juillet 1910.

J. Y. SANDERS,  
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Copie exacte:

JOHN T. MICHEL,  
Secrétaire d'Etat.

## LOI No 287

Projet de loi de la Chambre No 60

## LOI

Intendant à toute personne du sexe masculin d'accepter sciemment ou de refuser, en entier ou en partie, le soutien ou le maintien des produits ou des gains de toute femme vivant de prostitution ou de toute autre occupation immorale; et pourvoyant à des pénalités pour la violation de cette loi.

Section 1. Il est décreté par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que toute personne du sexe masculin qui sciemment acceptera, recevra en entier ou en partie son entretien, ou son soutien ou maintien du produit ou des gains de toute femme engagée dans la prostitution ou toute autre occupation, sa culpabilité établie, sera emprisonnée avec un an de travaux forcés, pendant une durée de pas moins de six mois, et de pas plus de deux ans, et mise à l'amende de pas moins de cent dollars.

Sec. 2. Il est, en outre, décreté, par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que toutes lois ou parties de loi sont révoquées.

P. M. LAMBREMONT,  
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.H. G. DUPRE,  
Orateur de la Chambre des Représentants.

Approuvée le 7 juillet 1910.

J. Y. SANDERS,  
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Copie exacte:

JOHN T. MICHEL,  
Secrétaire d'Etat.

## LOI No 288

Projet de loi de la Chambre No 59.

## LOI

Défendant de garder, de détenir ou de tenir de garder, détenu ou rétainer dans une maison de prostitution, ou tout autre lieu d'un caractère immoral, toute personne du sexe féminin dans le but de forcer cette personne directement ou indirectement par son service volontaire ou被迫, à payer, liquider ou canceler toute dette ou obligation encourente ou prétendue encourue dans cette maison de prostitution ou tout autre lieu de caractère immoral, et pourvoyant à des pénalités pour la violation de cette loi.

Section 1. Il est décreté par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que quiconque gardera, détiendra ou retiendra ou tentera de tenir, détenu ou rétainer dans une maison quelque chose de prostitution ou tout lieu d'un caractère immoral une personne du sexe féminin quelle qu'elle soit dans le but de forcer cette personne directement ou indirectement par son service volontaire ou被迫, à payer, liquider ou canceler toute dette ou obligation encourente ou prétendue encourue dans cette maison, sa culpabilité reconnue, sera emprisonnée avec un an de travaux forcés, pendant une durée de pas moins de six mois, et de pas plus de deux ans, et sera mise à l'amende de pas moins de cent dollars.

Sec. 2. Il est, en outre, décreté, par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que toutes lois ou parties de loi sont révoquées.

H. G. DUPRE,  
Orateur de la Chambre des Représentants.P. M. LAMBREMONT,  
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvée le 7 juillet 1910.

J. Y. SANDERS,  
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Copie conforme:

JOHN T. MICHEL,  
Secrétaire d'Etat.

## LOI No 289

Projet de loi de la Chambre No 22.

## LOI

Pour mettre à exécution l'article 205 de la Constitution de cet Etat prohibant la vente, le troc ou le don de liqueurs de mait, vinaigres, spiritueuses ou enivrantes le jour d'ascension, quasiconque ou d'une élection primaire ou en dég à une mille de tout poll; pourvoyant à des pénalités pour la violation de cette loi, et révoquant la loi N° 26 de 1850.

Section 1. Il est décreté par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Qu'il sera illégal pour toute personne, maison de commerce ou corporation de vendre, troquer ou donner toute liqueur de mait ou vinaigre, spiritueuse ou enivrante le jour d'ascension, jour de toute élection ou d'élection primaire ou en dég à une mille de tout poll.

Sec. 2. Il est, en outre, décreté, etc. Que quiconque violera les dispositions de cette loi sera considérée coupable d'un méfait, et sa culpabilité reconnue, sera condamnée à une amende d'au moins cent dollars ou sera emprisonnée pendant pas plus de soixante jours, ou subira les deux pénalités, à la discrétion de la cour.

Sec. 3. Il est, en outre, décreté, etc. Que la loi N° 26 de l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane pour l'année 1850 et toutes lois ou parties de loi en conflit avec celle-ci sont révoquées.

P. M. LAMBREMONT,  
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.H. G. DUPRE,  
Orateur de la Chambre des Représentants.

Approuvée le 7 juillet 1910.

J. Y. SANDERS,  
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Copie exacte:

JOHN T. MICHEL,  
Secrétaire d'Etat.

## LOI No 290

Projet de loi de la Chambre No 119.

## LOI

Garnissant à tous les membres d'une famille des droits et de priviléges égaux aux milliards vendus par les chemins de fer dans cet Etat; pourvoyant à une pénalité pour l'usage frauduleux de milliard et pour l'usure de tout chemin de fer de se conformer aux dispositions de cette loi.

Section 1. Il est décreté par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que tous les membres d'une famille se composent du père, de la mère, de fils et de filles nés d'eux et tous les bénéfices ou priviléges de milliard vendus par les chemins de fer dans l'Etat comme si chaque membre était l'auteur original, qui chaque membre de la famille tel qu'il est décrit ci-dessous au-dessous de quinze (15) ans, l'atteint ou obtient qu'il est requis de l'acquérir, mais l'un ou l'autre des parents pourra répondre pour toutes les sommes pour la famille au-dessous de quinze (15) ans.

Sec. 2. Il est, en outre, décreté, etc. Que le milliard dont il est fait usage frauduleusement pour toute personne ne faisant pas partie de la famille en question dans la mesure où il est fait au chemin de fer l'émettant.

Sec. 3. Il est, en outre, décreté, etc. Que tout émissaire ou tout employé d'un chemin de fer ou de son service ou de ses dépendances de cette loi, se voit à l'assiette de la somme de cinq cents dollars (\$500) et de pas moins de six mois et pas moins de dix jours, ou subira les deux pénalités, à la discrétion de la cour.

Sec. 4. Il est, en outre, décreté, etc. Que toutes lois ou parties de loi contraires à ou inconsistentes avec les dispositions de celle-ci sont révoquées.

H. G. DUPRE,  
Orateur de la Chambre des Représentants.P. M. LAMBREMONT,  
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvée le 7 juillet 1910.

J. Y. SANDERS,  
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Copie exacte:

JOHN T. MICHEL,  
Secrétaire d'Etat.

LOI No 291

Projet de loi de la Chambre No 423.

## LOI

Approuvant et encourageant l'érection d'un monument en mémoire des nobles femmes du sud, commémorant leurs actes d'héroïsme et leur fidélité au sud pendant la guerre entre les Etats, et donnant la permission d'ériger ledit monument sur une propriété appartenant à l'Etat, et approuvant le dessin du monument choisi par le comité.

Section 1. Il est décreté par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que la Législature approuvant et décrivant aider autant qu'elle le peut également les efforts faits par le comité du monument aux nobles femmes de la confédération de la Louisiane pour ériger un monument aux nobles femmes de la Louisiane de la confédération qui sera à jamais comme une leçon, dont toutes les générations pourront s'inspirer et apprendre à entretenir le dévouement patriotique et la force héroïque des nos filles. L'époque où l'Etat traversait une crise éprouvante, accordez-nous l'autorisation d'ériger ledit monument sur le terrain du Capitole à Baton Rouge, et le Secrétaire d'Etat et le Comptroller et le Secrétaire à l'agriculture choisissons un modèle du groupe de bronze, dessiné par Miss Belle Kenney, une fille de la Confédération, si qui exprime convenablement le sentiment désiré, et son érecteur démontrera l'appréciation par le peuple de la loyauté des filles de la Confédération.

## LOI No 291

Projet de loi de la Chambre No 423.

## LOI

Approuvant et encourageant l'érection d'un monument en mémoire des nobles femmes du sud, commémorant leurs actes d'héroïsme et leur fidélité au sud pendant la guerre entre les Etats, et donnant la permission d'ériger ledit monument sur une propriété appartenant à l'Etat, et approuvant le dessin du monument choisi par le comité.

Section 1. Il est décreté par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que la Législature approuvant et décrivant aider autant qu'elle le peut également les efforts faits par le comité du monument aux nobles femmes de la confédération de la Louisiane pour ériger un monument aux nobles femmes de la Louisiane de la confédération qui sera à jamais comme une leçon, dont toutes les générations pourront s'inspirer et apprendre à entretenir le dévouement patriotique et la force héroïque des nos filles. L'époque où l'Etat traversait une crise éprouvante, accordez-nous l'autorisation d'ériger ledit monument sur le terrain du Capitole à Baton Rouge, et le Secrétaire d'Etat et le Comptroller et le Secrétaire à l'agriculture choisissons un modèle du groupe de bronze, dessiné par Miss Belle Kenney, une fille de la Confédération, si qui exprime convenablement le sentiment désiré, et son érecteur démontre l'appréciation par le peuple de la loyauté des filles de la Confédération.

Section 2. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 3. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 4. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 5. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 6. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 7. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 8. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 9. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 10. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 11. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 12. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 13. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 14. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 15. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 16. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 17. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 18. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 19. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 20. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 21. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 22. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 23. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 24. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 25. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 26. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 27. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 28. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 29. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 30. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le comité.

Section 31. Il est, en outre, décreté, etc. Que la Législature approuve le dessin du monument choisi par le